ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 9 novembre 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat", a donné le 20 janvier 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 9e november 1963 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de Rijksbesturen kunnen titularis zijn", heeft de 20e januari 1964 het volgend advies gegeven :

Il est proposé de rédiger l'intitulé de la façon suivante :

"Arrêté royal relatif au classement hiérarchique des grades des agents de l'Etat".

\+

\+ +

Le deuxième alinéa du préambule devrait être rédigé de la façon suivante :

"Vu l'arrêté royal du ... modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et certains autres arrêtés relatifs au statut des agents de l'Etat.

\+

\+ +

Il convient d'insérer après le deuxième alinéa du préambule un alinéa nouveau rédigé de la façon suivante :

"Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 4, modifié par l'arrêté royal du ... ".

\+

\+ +

.../...

Le considérant devrait être rédigé de la façon suivante :

"Considérant que l'application des règles nouvelles qui régissent la carrière des agents de l'Etat exige le classement hiérarchique des grades ;".

+

+ +

Article 1er.

Le premier alinéa répartit les grades entre les niveaux et les rangs. Il convient d'y ajouter la notion de section, qui est définie à l'article 3.

Le second alinéa dispose que le règlement organique de chaque Ministère fixe l'indication du niveau et du rang hiérarchique des grades qui ne sont pas repris au tableau qui est annexé au projet. Il résulte de cette disposition que tous les grades qui existent dans les divers départements ministériels ne sont pas mentionnés dans le tableau. On peut constater notamment que ce tableau ne mentionne pas les grades particuliers du Ministère des Finances. L'article 7 du projet doit entraîner la suppression du classement actuel des grades qui ne sont pas mentionnés au tableau annexé au projet. Le classement d'un grade à un rang étant indispensable pour assurer l'application des nouvelles règles qui régissent la carrière des agents de l'Etat, il faudrait normalement en déduire que les grades qui ne sont pas mentionnés dans le projet sont supprimés. Comme telle n'est certainement

.../...

pas l'intention du Gouvernement, il y a lieu de compléter le tableau annexé au projet par l'indication précise de tous les grades existant dans les Ministères et de supprimer l'alinéa 2 de l'article 1er.

Cette suppression s'indique d'autant plus qu'un grand nombre de grades particuliers sont déjà classés par département ministériel, dans le tableau annexé au projet. Il paraît d'ailleurs du plus haut intérêt, pour la poursuite des études qui doivent compléter la réforme de l'administration, que tous les grades de tous les Ministères soient classés dans un tableau unique plutôt que d'être répartis entre un tableau subdivisé par Ministère et plusieurs règlements organiques. Si de nouveaux grades sont créés à l'avenir, il conviendrait que leur classement soit fait non pas par des dispositions autonomes, mais par voie de modification du tableau annexé au projet. Si cette recommandation était observée, il existerait, à tout moment, un inventaire complet de tous les grades classés selon leur importance hiérarchique. Ce classement de tous les grades dans un document unique faciliterait grandement la tâche de tous ceux qui doivent appliquer le statut des agents de l'Etat. Seules pourraient être insérées dans les règlements organiques des Ministères, les dispositions transitoires qui sont indispensables pour régler le classement particulier de certains agents dont le grade a été soit supprimé, soit déclassé d'un niveau à un autre ou d'un rang à un autre.

En tenant compte de ces observations, il est proposé de rédiger l'article 1er de la façon suivante :

.../...

"Article 1er.-

Les grades des agents de l'Etat sont répartis entre les différents niveaux, sections et rangs, conformément au tableau annexé au présent arrêté".

Article 2.

Cet article dispose que "les niveaux sont numérotés en ordre ascendant de 4 à 1". La suite des chiffres de 4 à 1 n'étant pas un ordre ascendant, il convient de rédiger cet article de la façon suivante :

"Article 2.-

Les niveaux des grades des agents de l'Etat sont numérotés de 1 à 4, le chiffre 1 étant attribué aux grades supérieurs".

Article 3.

Les mots "la section", qui sont employés deux fois dans le texte du projet, devraient être remplacés, la première fois par les mots "la section A" et la seconde fois par les mots "la section B".

Article 4.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 4.-

Chaque rang est désigné par un nombre de deux chiffres. Le chiffre de gauche indique le niveau; celui de droite situe le rang dans son niveau".

.../...

Article 5.

Le projet adopte la méthode suivante. Pour la détermination du niveau, le chiffre inférieur est attribué aux grades les plus élevés. Par contre, pour la détermination du rang, c'est le chiffre supérieur qui est attribué au grade le plus élevé. Il en résulte que le rang 10 est supérieur aux rangs 20 à 25, 30 à 35 et 40 à 44, mais que le même rang 10 est inférieur aux rangs 11 à 17. Certes, le numérotage des grades est purement conventionnel et le Gouvernement peut attribuer aux chiffres la signification qu'il entend leur donner. Il est cependant regrettable que n'ait pas été adopté un ordre uniforme qui aurait permis de situer immédiatement un grade dans la hiérarchie et de déterminer aisément lequel de deux grades est le plus élevé. La méthode adoptée introduira une complication qui n'est d'aucune utilité et qui pourrait être évitée. Il suffirait d'opter, pour le niveau comme pour le rang, pour le même ordre : l'ordre ascendant ou l'ordre descendant. Bien que les deux ordres puissent être justifiés, le système le plus logique semble être d'attribuer le nombre le moins élevé aux grades supérieurs de la hiérarchie. Ce système est d'ailleurs conforme à l'ordre adopté par l'arrêté royal du 2 octobre 1937 pour désigner les catégories. Dès lors, l'ordre adopté pour le numérotage des niveaux paraît adéquat et pourrait également servir au numérotage des rangs.

Si cette solution était adoptée, le manoeuvre occuperait le rang 44, correspondant au plus grand des nombres utilisés, et le secrétaire général occuperait le rang 10, c'est-à-dire le plus petit de ces nombres. Dans le projet, le manoeuvre a le rang 40 et le secrétaire général a le rang 17. Ces deux grades, qui sont situés aux deux extrêmes de la hiérarchie, sont donc désignés par

.../...

deux nombres qui ne sont pas le plus grand et le plus petit de ceux qui sont utilisés. Dans le projet, le plus petit nombre est 10, attribué notamment au secrétaire d'administration, et le plus grand est 44, attribué notamment à l'électricien de précision.

L'article 5 pourrait donc être rédigé de la façon suivante :

"Article 5.-

Le niveau 1 comprend huit rangs numérotés de 10 à 17.

Le niveau 2 comprend six rangs numérotés de 20 à 25.

Le niveau 3 comprend six rangs numérotés de 30 à 35.

Le niveau 4 comprend cinq rangs numérotés de 40 à 44.

Les rangs sont numérotés selon l'ordre de leur importance hiérarchique, le nombre le plus petit correspondant au rang le plus élevé".

On peut évidemment aussi concevoir un système établi dans un ordre inverse, où les niveaux et les rangs supérieurs seraient désignés par les chiffres les plus élevés. Par ailleurs, dans l'un ou l'autre de ces systèmes, on pourrait placer un point entre le chiffre qui indique le niveau et celui qui indique le rang.

.../...

Article 6.

L'alinéa 3 de cet article dispose que lorsqu'il se porte candidat à un grade de la section des membres du personnel de maîtrise, de métier et de service, l'agent titulaire d'un grade déclassé est réputé classé au niveau et au rang de son grade, tels qu'ils "résultent de l'application de l'article 2 du présent arrêté". L'article 2 ne classant pas les grades, cette référence devrait être remplacée par une référence au tableau annexé au projet.

Il est proposé de rédiger l'article 6 de la façon suivante :

"Article 6.-

Est réputé titulaire d'un grade déclassé, le membre du personnel de maîtrise, de métier et de service dont le grade est classé dans un niveau numéroté d'un chiffre supérieur au chiffre de la catégorie à laquelle il appartenait avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'agent titulaire d'un grade déclassé reste classé à titre personnel dans le niveau numéroté du chiffre correspondant à celui de la catégorie à laquelle il appartenait avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Le rang auquel il se situe dans ce niveau est déterminé par le règlement organique de son Ministère.

.../...

Toutefois, lorsqu'il se porte candidat à un grade de la section B, l'agent titulaire d'un grade déclassé est réputé classé au niveau et au rang de son grade, tels que ceux-ci sont déterminés par le tableau annexé au présent arrêté".

\+

\+ +

OBSERVATIONS RELATIVES AU TABLEAU ANNEXE AU PROJET.

1° En ce qui concerne les dénominations néerlandaises des grades, il y a lieu d'observer qu'en plusieurs endroits elles diffèrent de celles de la "Lijst van benamingen van ambtenaren en personen bij de openbare besturen in dienst of bekend", établie par la "Commission centrale de la langue juridique et administrative néerlandaise en Belgique" (brochure éditée par le Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, Moniteur belge, 1961, n° 1304). Le Conseil d'Etat suggère de saisir l'occasion qu'offrent le présent projet ainsi que les projets connexes, pour adopter la terminologie ainsi consacrée .

2° Le projet ne fait pas clairement la distinction entre les grades et les fonctions. Ceci apparaît tout particulièrement à la lecture du tableau. C'est ainsi que, pour le rang 10, les "grades" d'inspecteur d'art dramatique, d'inspecteur d'éducation populaire, d'inspecteur des bibliothèques publiques, d'inspecteur des théâtres et des concerts, d'inspecteur du patrimoine culturel, ne sont manifestement que des fonctions, exercées chaque fois par un agent du rang 10, titulaire d'un grade d'inspecteur. L'examen du tableau fait apparaître

d'une manière générale que la notion du "rang", telle qu'elle est définie dans le projet, traduit plutôt le sens habituellement donné au "grade", alors que la notion du "grade" n'y désigne, en fait, que des "fonctions".

3° Si le Gouvernement adopte, pour la désignation des rangs, le numérotage proposé par le Conseil d'Etat, il devra modifier le tableau annexé. Des modifications semblables devront aussi être apportées aux dispositions des autres projets actuellement soumis au Conseil d'Etat qui se réfèrent à un rang déterminé.

4° Il convient d'éviter l'emploi d'abréviations.

5° Il est inutile de mentionner que certains grades sont nouveaux.

6° Bien que la hiérarchie et les traitements soient liés, ces matières sont **réglées par des arrêtés distincts. Il convient donc** de désigner les grades par leur dénomination exacte, plutôt que par leur rémunération, comme le projet le fait pour certains grades.

7° Au regard de certains grades, le projet mentionne soit "2e catégorie", soit "1ère catégorie" (Voir le rang 24, Communications et Postes, Télégraphes et Télphones, percepteur de 1ère classe (Postes 2e catégorie) et Santé publique et Famille, inspecteur (2e catégorie) à la direction de comptabilité; le rang 10, Communications et Postes, Télégraphes et Téléphones, percepteur 1ère classe (1ère catégorie) et Education nationale et Culture, inspecteur au Service national de la jeunesse (1ère catégorie).

.../...

Il semble que le projet se réfère ainsi à la notion de "catégorie" prévue actuellement par le statut des agents de l'Etat. Cette notion étant supprimée et remplacée par celle de "niveau", il convient d'éviter de s'y référer. Si le Gouvernement voulait établir une distinction entre des agents titulaires d'un grade de même dénomination, mais dont certains sont actuellement classés en première catégorie, alors que d'autres le sont en deuxième catégorie, les mentions "(première catégorie)" et "(deuxième catégorie)" devraient être remplacées par les mentions "(agents classés dans la première catégorie avant l'entrée en vigueur du présent arrêté)" et "(agents classés dans la deuxième catégorie avant l'entrée en vigueur du présent arrêté)". Ces mentions présenteraient cependant l'inconvénient de se référer à une réglementation abrogée. Il serait donc préférable d'énoncer expressément les conditions requises pour que le titulaire d'un grade déterminé soit classé, soit au niveau 1, soit au niveau 2 de ce statut.

Il y a, en outre, un manque de concordance entre le texte français et le texte néerlandais quant à la dénomination d'un grade du rang 24. Le texte français mentionne : "percepteur de 1ère classe (postes 2ème catégorie), tandis que le texte néerlandais porte : "postontvanger 2e klasse (2e categorie)".

8° Le projet classe les grades de la carrière du service extérieur du Ministère des Affaires étrangères. Les titulaires de ces fonctions ne sont pas des agents de l'Etat au sens de l'arrêté royal du 2 octobre 1937. Le Conseil d'Etat a, en effet, déduit de l'article 66 de la Constitution qui distingue les emplois d'administration générale et ceux des relations extérieures, que

.../...

les dispositions du statut des agents de l'Etat ne sont pas, de plein droit, applicables aux agents du service extérieur du Ministère des Affaires étrangères (arrêt 3.015, DE MUYNCK, du 24 décembre 1953).

Il ne s'indique donc pas de classer les grades des agents du service extérieur du Ministère des Affaires étrangères dans un arrêté relatif au classement des agents de l'Etat soumis au statut.

Si le Gouvernement entendait que les membres du personnel du service extérieur du Ministère des Affaires étrangères fussent, à l'avenir, des agents de l'Etat au sens du statut, cette volonté devrait se manifester de façon précise par une modification de la définition des agents de l'Etat, telle qu'elle est donnée par l'article 1er.

9° Le tableau annexé au projet ne classe ni le grade de chef de division ni celui de chef de bureau. Il résulte des renseignements donnés par le délégué du Ministre que les titulaires actuels de ces grades acquerront respectivement les grades de conseiller adjoint et de secrétaire d'administration. Ce passage d'un grade à un autre devrait faire l'objet d'une disposition transitoire, insérée dans un des arrêtés qui modifieront la réglementation applicable aux agents de l'Etat.

Cette disposition transitoire devrait éventuellement être étendue à d'autres agents si le Gouvernement avait l'intention d'attribuer un grade nouveau à des agents qui sont actuellemént titulaires d'un autre grade supprimé.

.../...

10° Le grade de directeur général étant classé au rang 16, il convient d'éviter l'emploi de la dénomination "directeur général conseiller juridique" pour désigner un des grades du Ministère de l'Education nationale et de la Culture, qui est classé au rang 13.

Voorgesteld wordt, het opschrift als volgt te lezen :

"Koninklijk besluit betreffende de hiërarchische indeling der graden van het Rijkspersoneel" .

\+

\+ +

Het tweede lid van de aanhef zou als volgt moeten worden gelezen :

"Gelet op het koninklijk besluit van ... tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en van sommige andere besluiten betreffende het statuut van het Rijkspersoneel;".

\+

\+ +

Na het tweede lid van de aanhef dient een nieuw lid te worden ingevoegd, luidend als volgt :

"Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van ...".

\+

\+ +

.../...

De considerans leze men als volgt :

"Overwegende dat voor de toepassing van de nieuwe regelen inzake de loopbaan van Rijksambtenaren, een hiërarchische indeling van de graden nodig is;".

\+

\+ +

Artikel 1.

Het eerste lid verdeelt de graden volgens niveau en rang. Het in artikel 3 omschreven begrip "afdeling" zou daaraan moeten worden toegevoegd.

Het tweede lid stelt : "Het organiek reglement van ieder Ministerie bepaalt de aanwijzing van het niveau en van de hiërarchische rang van de graden" die niet in de bij het ontwerp gevoegde tabel zijn opgenomen. Dat wil dus zeggen dat die tabel niet alle graden van alle ministeriële departementen bevat. De bijzondere graden van het Ministerie van Financiën bijvoorbeeld komen er niet in voor. Krachtens artikel 7 van het ontwerp zal de bestaande indeling van de niet in die tabel genoemde graden vervallen. De nieuwe regelen inzake loopbaan van het Rijkspersoneel kunnen niet worden toegepast als de graden niet in rangen ingedeeld zijn, zodat de voor de hand liggende conclusie zou zijn dat de niet in het ontwerp vermelde graden zijn afgeschaft. Zo zal de Regering het stellig niet bedoeld hebben. De tabel moet dan ook worden aangevuld met de nauwkeurige opgaaf van alle in de Ministeries bestaande graden ; het tweede lid van artikel 1 moet vervallen.

.../...

Er is des te meer reden om dat tweede lid weg te laten, daar al vrij veel bijzondere graden in de bij het ontwerp gevoegde tabel per ministerieel departement zijn gerangschikt. Overigens zou het ook voor de verdere studie en afwerking van de administratieve hervorming ten zeerste bevorderlijk zijn, als alle graden van alle Ministeries op één tabel kwamen te staan, liever dan in een per Ministerie onderverdeelde tabel en in zovele organieke reglementen. Naderhand in te stellen graden zouden dan hun indeling kunnen krijgen, niet door middel van autonome bepalingen maar door wijziging van de bij het ontwerp gevoegde tabel. Wordt op die wenk ingegaan dan zou men te allen tijde de beschikking hebben over een volledige, volgens hun hiërarchisch belang gerangschikte inventaris van alle graden, hetgeen de taak van allen die het statuut van het Rijkspersoneel moeten aanpassen, aanzienlijk zou verlichten. In de organieke reglementen van de Ministeries zouden alleen de overgangsbepalingen mogen staan, die volstrekt nodig zijn voor de bijzondere indeling van ambtenaren wier graad ofwel afgeschaft, ofwel naar een ander niveau of andere rang overgegaan is.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld, artikel 1 als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

De graden van het Rijkspersoneel zijn over de onderscheiden niveaus, afdelingen en rangen verdeeld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel".

.../...

Artikel 2.

Dit artikel bepaalt : "De niveaus zijn genummerd in opgaande orde van 4 tot 1". 4 tot 1 is geen "opgaande orde". Men leze het artikel als volgt :

"Artikel 2.-

De niveaus van de graden van het Rijkspersoneel zijn genummerd van 1 tot 4 ; het cijfer 1 wordt toegekend aan de hoogste graden".

Artikel 3.

In de tekst van het ontwerp wordt tweemaal "de afdeling" genoemd. Dit moet zijn : de eerste maal "afdeling A", de tweede maal "afdeling B".

Artikel 4.

Voorgesteld wordt, de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 4.-

Elke rang wordt aangeduid met een getal van twee cijfers. Het linker cijfer geeft het niveau aan, het rechter situeert de rang in zijn niveau".

Artikel 5.

Het ontwerp gaat als volgt te werk. Voor het bepalen van het niveau wordt het laagste cijfer aan de hoogste graden toegekend. Voor het bepalen van de rang echter krijgt de hoogste graad het hoogste cijfer. Rang 10 is dus

.../...

hoger dan de rangen 20 tot 25, 30 tot 35 en 40 tot 44, maar lager dan de rangen 11 tot 17. De nummering van de graden is weliswaar zuiver conventioneel ; de Regering kan aan de cijfers de betekenis geven die zij wil. Toch moet worden betreurd dat geen uniforme nummering is gevolgd, die het mogelijk gemaakt zou hebben een graad onmiddellijk in de hiërarchie te situeren en van twee graden zonder moeite te zien welke de hoogste is. Nu is de methode nodeloos ingewikkeld. Men had dit kunnen vermijden door én voor het niveau én voor de rang dezelfde volgorde te nemen : een opgaande óf een afdalende. Beide zijn te verantwoorden, maar de meest logische lijkt wel te zijn, het laagste getal aan de hoogste graden van de hiërarchie te verbinden. Ook het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 is zo te werk gegaan om de categorieën aan te wijzen. De nummervolgorde van de niveaus lijkt dus bruikbaar, ook voor de rangen.

Wordt ze gebruikt, dan zou de handlanger rang 44 - het hoogste van de voorkomende getallen -, de secretarisgeneraal rang 10 - het kleinste van die getallen - krijgen. In het ontwerp heeft de handlanger rang 40, de secretarisgeneraal rang 17. Beide graden, die aan de twee uitersten van de hiërarchie staan, zijn dus aangewezen met twee getallen, die noch het grootste noch het kleinste van de gebruikte getallen zijn. In het ontwerp is het kleinste getal 10, toegekend onder meer aan de secretaris van administratie, en het grootste 44, toegekend onder meer aan de precisie-electricien.

Artikel 5 zou als volgt kunnen worden gelezen :

"Artikel 5.-

Niveau 1 omvat acht rangen, genummerd van 10 tot 17.
Niveau 2 omvat zes rangen, genummerd van 20 tot 25.

Niveau 3 omvat zes rangen, genummerd van 30 tot 35.
Niveau 4 omvat vijf rangen, genummerd van 40 tot 44
De rangen worden genummerd volgens hun plaats in de hiërarchie, waarbij de hoogste rang het kleinste getal toegewezen krijgt".

Ook het omgekeerde systeem is denkbaar : de hoogste getallen voor de hoogste niveaus en rangen. In beide systemen zou bovendien een punt kunnen worden geplaatst tussen het cijfer van het niveau en dat van de rang.

Artikel 6.

Het derde lid van dit artikel bepaalt dat de ambtenaar die een gedeclasseerde graad bekleedt, wanneer hij zich kandidaat stelt voor een graad van de afdeling der leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel, "wordt beschouwd ingedeeld te zijn in het niveau en in de rang van zijn graad zoals deze voortvloeien uit de toepassing van artikel 2 van dit besluit". Maar artikel 2 deelt de graden niet in. Niet naar artikel 2 maar naar de bij het besluit gevoegde tabel moet dus worden verwezen.

Voorgesteld wordt, artikel 6 als volgt te lezen :

"Artikel 6.-

Als titularis van een gedeclasseerde graad wordt beschouwd het lid van het meesters-, vak- en dienstpersoneel wiens graad is ingedeeld bij een niveau, genummerd met een hoger cijfer dan dat van de categorie waartoe hij vóór de inwerkingtreding van dit besluit behoorde.

.../...

De ambtenaar die titularis van een gedeclasseerde graad is, blijft persoonlijk ingedeeld bij het niveau, genummerd met het cijfer dat overeenkomt met dat van de categorie waartoe hij vóór de inwerkingtreding van dit besluit behoorde. De rang welke hij in dat niveau heeft, wordt bepaald door het organiek reglement van zijn Ministerie.

Wanneer hij zich echter kandidaat stelt voor een graad van afdeling B, wordt de titularis van een gedeclasseerde graad geacht te zijn ingedeeld bij het niveau en de rang van zijn graad, zoals die in de bij dit besluit gevoegde tabel bepaald zijn".

\+

\+ \+

OPMERKINGEN BETREFFENDE DE BIJ HET ONTWERP GEVOEGDE TABEL.

1° Wat de Nederlandse benamingen van de graden betreft, moet worden vastgesteld, dat zij op vele plaatsen afwijken van de "Lijst van benamingen van ambtenaren en personen bij de openbare besturen in dienst of bekend", samengesteld door de Centrale Commissie voor de Nederlandse rechtstaal en bestuurstaal in België (Uitg.Ministerie van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, Belgisch Staatsblad, 1961, 1304). De Raad van State geeft in overweging, van de gelegenheid die het ontwerp en de daarmee samengaande ontwerpen bieden gebruik te maken om de aldus geijkte terminologie in te voeren .

.../...

2° Het ontwerp maakt geen duidelijk onderscheid tussen graden en ambten. Dit komt vooral in de tabel aan het licht. Zo zijn voor rang 10 de "graden" van inspecteur voor dramatische kunst, inspecteur van de volksopleiding, inspecteur van de openbare bibliotheken, inspecteur der schouwburgen en concerten, inspecteur van het cultureel patrimonium, kennelijk alleen ambten, die telkens worden uitgeoefend door een ambtenaar van rang 10, titularis van een graad van inspecteur. Uit het onderzoek van de tabel blijkt over het algemeen, dat het begrip "rang", zoals het in het ontwerp is omschreven, veeleer de betekenis heeft die gewoonlijk wordt gegeven aan de "graad", terwijl het begrip "graad" er in feite alleen wijst op "ambten".

3° Neemt de Regering voor de aanwijzing van de rangen de door de Raad van State voorgestelde nummering aan, dan zal zij de bij het ontwerp gevoegde tabel moeten wijzigen. Soortgelijke wijzigingen zullen ook moeten worden aangebracht in andere ontwerpen die thans aan de Raad van State zijn voorgelegd en naar een bepaalde rang verwijzen.

4° Men gebruike geen afkortingen.

5° Het is onnodig te zeggen dat sommige graden nieuw zijn.

6° Ofschoon de hiërarchie en de wedden gekoppeld zijn, zijn die materies in afzonderlijke besluiten geregeld. De graden moeten dus worden vermeld met hun juiste benaming en niet met hun bezoldiging, zoals het ontwerp op sommige plaatsen doet.

.../...

7° Naast sommige graden vermeldt het ontwerp ofwel "2e categorie" ofwel "1e categorie" (Zie rang 24, Verkeerswezen en Posterijen, Telegraaf en Telefoon, postontvanger 2e klasse (2e categorie) en Volksgezondheid en Gezin, inspecteur (2e categorie) bij de directie comptabiliteit ; rang 10, Verkeerswezen en Posterijen, Telegraaf en Telefoon, postontvanger 1e klasse (1e categorie), en Nationale Opvoeding en Cultuur, inspecteur bij de nationale dienst voor de jeugd (1e categorie).

Het ontwerp lijkt daarmee te verwijzen naar het begrip "categorie", dat thans voorkomt in het statuut van het Rijkspersoneel. Dit gaat niet langer op nu dat begrip vervallen en door het begrip "niveau" vervangen is. Mocht de Regering een onderscheid willen maken tussen de ambtenaren die titularis zijn van een graad met eenzelfde benaming maar van wie een aantal thans in de eerste categorie zijn ingedeeld, en anderen in de tweede, dan zouden de vermeldingen "(eerste categorie)" en "(tweede categorie)" moeten worden vervangen door de vermeldingen "(ambtenaren vóór de inwerkingtreding van dit besluit ingedeeld in de eerste categorie)" en "(ambtenaren vóór de inwerkingtreding van dit besluit ingedeeld in de tweede categorie)". Die vermeldingen zouden nochtans het nadeel hebben dat zij verwijzen naar een opgeheven reglementering. Het ware derhalve beter, uitdrukkelijk te zeggen aan welke eisen moet zijn voldaan opdat de titularis van een bepaalde graad in niveau 1 dan wel in niveau 2 wordt ingedeeld.

Bovendien is er gebrek aan overeenstemming omtrent de benaming van een graad in de rang 24. De Nederlandse tekst vermeldt : "postontvanger 2e klasse (2e categorie)", terwijl men in de Franse tekst leest : "percepteur de 1ère classe (postes 2ème catégorie)".

.../...

8° Het ontwerp stelt de indeling vast van de graden van de carrière buitenlandse dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken. De titularissen van die ambten zijn geen Rijksambtenaren in de zin van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. De Raad van State heeft immers uit artikel 66 van de Grondwet, hetwelk een onderscheid maakt tussen ambtenaren bij het algemeen bestuur en bij de buitenlandse betrekkingen, afgeleid dat de bepalingen van het statuut van het Rijkspersoneel niet van rechtswege van toepassing zijn op de ambtenaren van de buitenlandse dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken (arrest nr 3.015, DE MUYNCK, van 24 december 1953).

Het is dus niet aangewezen de indeling van de graden van de ambtenaren buitenlandse dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken vast te stellen in een besluit betreffende de indeling van de Rijksambtenaren die aan het statuut onderworpen zijn.

Bedoelt de Regering, dat de ambtenaren buitenlandse dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken voortaan Rijksambtenaren in de zin van het statuut worden, dan zou zij haar wil duidelijk tot uiting moeten brengen door een wijziging van de definitie van "Rijksambtenaar" zoals die in artikel 1 is gegeven.

9° De bij het ontwerp gevoegde tabel deelt noch de graad van afdelingschef, noch die van bureauchef in. Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, zullen de huidige titularissen van die graden onderscheidenlijk de graden van adjunct-adviseur en van secretaris van administratie krijgen. Die overgang van een graad

.../...

naar een andere zou moeten worden geregeld in een overgangsbepaling, in te voegen in een van de besluiten tot wijziging van de reglementering die op de Rijksambtenaren toepassing vindt.

Die overgangsbepaling zou eventueel tot andere ambtenaren moeten worden uitgebreid, indien de Regering voornemens mocht zijn een nieuwe graad te verlenen aan ambtenaren die thans titularis zijn van andere afgeschafte graden.

10° De graad van directeur-generaal is ingedeeld bij rang 16. Men vermijde dus het gebruik van de benaming "directeur-generaal-rechtskundig adviseur" voor één van de graden van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Cultuur, die bij rang 13 is ingedeeld.

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN,

J.ROLAND, assesseurs de la section de législation,
J.DE MEYER,

G.DE LEUZE, greffier adjoint,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.